

Reparta Soc.

441311

26 MAI 1939

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Me

NOTE GÉNÉRALE
SÉRIE MOUVEMENT

Sous-Série Affaires Générales N° 10-A⁹

Paris, le 23 mai 1939.

430 LM/1/29

Col..

Nm.
15

CONTROLE DES EFFECTIFS DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS SUR LE CONTROLE DES EFFECTIFS

Article 1. — Définition du Contrôle des Effectifs.

Le contrôle des effectifs consiste à :

- a) fixer les besoins en personnel,
- b) recenser le personnel,
- c) comparer les résultats de ce recensement avec les besoins en personnel,
- d) en déduire les mesures à prendre pour résorber ou utiliser les excédents, ou pour combler les insuffisances ; suivre le résultat des mesures prises.

Article 2. — Surveillance Générale des Effectifs.

Au cours de réunions périodiques, le Directeur du Service Central du Mouvement et les Directeurs de l'Exploitation ou les Chefs de Service de l'Exploitation des Régions recherchent les mesures à prendre pour **réduire les besoins** en personnel, dans le cadre de la réglementation du travail : par exemple, emploi étendu des trains légers et des trains non légers à un agent, modification du travail des gares de triage avec réduction de l'effectif ou fermeture de certains chantiers, interpénétrations d'agents de trains, etc...

Ils déterminent également **les dispositions à suivre**, en recherchant les solutions les plus économiques :

- pour l'emploi des auxiliaires et des entreprises,
- pour l'utilisation des excédents à l'intérieur d'une Région, ou par aide à apporter de Région à Région,
- pour la mise en commun, en des réunions périodiques des, fonctionnaires chargés du contrôle des effectifs, de la documentation et des procédés de travail, etc...

CHAPITRE II

DÉFINITION DES TERMES A EMPLOYER

Article 3. — Considérations d'ensemble.

Il convient d'abord de distinguer 2 notions :

- l'une s'applique à des **agents existants** ; il y correspond les termes de : « effectif global », « effectif réel », « effectif présent » ;
- l'autre désigne un **nombre d'agents nécessaires pour assurer le service** ; il y correspond les termes de : « effectif autorisé » et « effectif nécessaire ».

Article 4. — Définition des effectifs en général.

A — D'une manière générale, doivent être comprises dans les effectifs de la S. N. C. F., les personnes qui lui sont liées directement par un contrat de travail.

Ces personnes sont rangées dans trois grandes catégories, suivant le type du contrat de travail :

- 1° — **Agents du cadre permanent commissionnés.**
- 2° — **Agents non commissionnés**, mais appartenant au **cadre permanent** parce que leur contrat de travail comporte l'application de la Convention Collective du Personnel Permanent : agents majeurs ou mineurs à l'essai ou confirmés, élèves.
- 3° — **Auxiliaires** (1) : personnes liées par un contrat de travail avec la S. N. C. F. autres que celles des deux catégories ci-dessus.

Par extension de la notion générale d'effectifs, on comptera également comme personnel auxiliaire les personnes liées par un contrat de travail à un agent de la S. N. C. F. mais non à la S. N. C. F. elle-même (c'est le cas des suppléants ou remplaçants des Chefs de stations ou de haltes rémunérés par un agent de la S. N. C. F. qui reçoit lui-même à cet effet une somme forfaitaire).

B. — Pour mieux délimiter la notion d'effectifs de la S. N. C. F., il est précisé ci-après quelles catégories de personnes doivent être exclues de cet effectif, et considérées comme **personnel d'entreprise** :

- a) les personnes liées à la S. N. C. F. par un contrat de *louage d'ouvrage* (entrepreneurs de manutention, désinfection, etc...) ;
- b) les personnes liées par contrat de travail à une personne liée elle-même à la S. N. C. F. par un contrat de *louage d'ouvrage* (ouvriers des entreprises de manutention, désinfection, etc...) ;
- c) les personnes qui concourent au service du chemin de fer sans être liées à la S. N. C. F. par un contrat de travail (porteurs libres, personnel militaire des lignes exploitées par l'Armée, etc...) ;

1) — On ne devra plus employer pour ces personnes les termes de journaliers ou de temporaires.

- d) par dérogation à la définition générale des effectifs de la S. N. C. F. et dans un but d'unification, sont comptées comme personnel d'entreprise, quelle que soit la nature du contrat (écrit ou verbal) passé avec elles, les personnes autres que les agents du cadre permanent (en particulier, les « représentants ») chargées de gérer les petits établissements (haltes, points d'arrêt, bureaux) ainsi que leurs remplaçants.

Article 5. — Définition de l'effectif global et de l'effectif réel.

1° — On appelle **effectif global** de la S. N. C. F., le nombre des personnes qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 4 A ;

2° — On appelle **indisponibles de longue durée** les agents qui, pour une certaine durée au moins, ne sont plus au service de la Société Nationale :

- Agents en congé de disponibilité de plus de 3 mois y compris agents détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.
- Agents détachés dans des organismes étrangers à la S. N. C. F. (Chemins de fer Coloniaux, etc...) (1).

Les agents « indisponibles de longue durée » sont compris dans l'effectif global.

3° — La différence entre l'effectif global et l'effectif des « indisponibles de longue durée » s'appelle **effectif réel**.

Il convient de préciser quand on parle d'effectif global ou d'effectif réel, si l'on y comprend ou non le personnel auxiliaire. On dira donc, par exemple, effectif réel (cadre permanent), ou effectif réel (cadre permanent et auxiliaires).

Article 6. — Définition de l'effectif autorisé. — Effectif autorisé, postes et emplois.

1° — *L'effectif autorisé d'un établissement est l'ensemble des emplois dont cet établissement doit être pourvu pour l'exécution des travaux qui lui incombent.*

Le nombre de ces emplois est lui-même déterminé par le nombre de postes à assurer.

Les postes et les emplois sont eux-mêmes définis comme suit :

2° — **Poste** (ou poste fixe) : ensemble des fonctions qui doivent être remplies un jour déterminé par un seul agent, pour assurer le service dans un établissement.

Les postes sont dits :

- réguliers**, s'ils sont prévus, tous les jours ou non, pendant toute l'année ;
- non réguliers**, s'ils sont prévus à jours indéterminés ;
- saisonniers**, s'ils sont prévus, tous les jours ou non, pendant une partie seulement de l'année.

Tous les postes réguliers et saisonniers sont inscrits au tableau de service.

Les postes non réguliers le sont dans la mesure du possible.

3° — **Emploi** : Agent d'un grade déterminé rattaché à un établissement, pour répondre aux besoins du service.

Il est prévu dans l'ensemble des établissements 3 catégories d'emplois :

- a) — des emplois d'agents titulaires de postes,
- b) — des emplois d'agents de remplacement pour assurer les repos et alternances de titulaires,

(1) — Dans chaque service régional, il devra être tenu à jour une liste nominative des agents comptant dans l'effectif global de ce service, et comptés comme « détachés dans les organismes étrangers à la S. N. C. F. ».

- c) — des emplois d'agents en réserve pour assurer les autres absences (congés, maladies, etc...) des agents tenant les emplois ci-dessus a) et b), ou pour tenir certains postes saisonniers ou non réguliers.

Ces 3 catégories d'emplois sont appelées respectivement, en abrégé :

- a) emplois fixes,
b) emplois de remplacement,
c) emplois de réserve.

Leur consistance est définie au chapitre III.

Article 7. — Autres définitions.

- a) La différence entre l'effectif autorisé et l'effectif réel (cadre permanent et auxiliaires) d'un établissement s'appelle, suivant son sens : « **effectif en sur-nombre** » ou « **insuffisance d'effectif** » ;
b) L'effectif **nécessaire** est égal au nombre de **postes** qu'il est indispensable de tenir pour assurer l'exécution correcte du service à une **journée déterminée**.

L'effectif **présent** chaque jour dans un établissement comprend les agents qui sont en service ce jour à cet établissement, y compris les agents qui sont détachés d'autres établissements, et déduction faite des absents pour toutes raisons (repos, congés, maladies, détachés dans les autres établissements, etc...)

La différence entre l'effectif **nécessaire** et l'effectif **présent** chaque jour est appelé **excédent ou déficit**, suivant son sens.

CHAPITRE III

CONSISTANCE DES EFFECTIFS AUTORISÉS

Article 8. — Généralités.

L'effectif autorisé d'un établissement comporte non seulement le nombre total des emplois prévus dans cet établissement, mais également le détail de ces emplois par grades ou groupes de grades.

L'effectif autorisé d'un établissement doit permettre de tenir tous les postes prévus au tableau de service, tout au moins pendant la période la moins chargée de l'année (1).

D'une façon plus précise, il comprend les emplois fixes, de remplacement et de réserve énumérés ci-après :

(1) — En particulier, il n'est pas prévu à l'effectif autorisé d'emplois pour **formation professionnelle** ; les postes qui auraient dû être normalement tenus par les agents détachés dans les écoles sont assurés en faisant appel à la réserve ou en ayant recours directement ou par décalage à des auxiliaires.

Article 9. — Emplois fixes.

Les emplois fixes permettent de tenir tous les postes réguliers.

Article 10. — Emplois de remplacement.

Les emplois de remplacement permettent de donner les repos des titulaires des emplois fixes ci-dessus.

Il est toutefois fait exception à cette règle dans les tout petits établissements ; ces établissements sont groupés entre eux et l'on affecte l'agent chargé des remplacements pour repos à l'établissement le mieux qualifié par l'importance du nombre de postes à y assurer ou par la commodité du tracé du roulement de l'agent de remplacement.

Article 11. — Emplois de réserve.

Dans les établissements dont il vient d'être question au 2^e alinéa de l'article précédent, il n'est pas prévu d'emplois de réserve.

Dans les autres établissements, la réserve doit être suffisante — au besoin en opérant par décalage — pour assurer les congés normaux de tout le personnel et pour remplacer en cas de maladie, tout au moins le personnel gradé ou spécialisé qu'il convient de ne pas remplacer, sauf raison tout à fait exceptionnellé, par des auxiliaires (facteurs mixtes, aiguilleurs, agents du service des manœuvres, etc...)

En outre, dans les grandes gares, la réserve doit permettre de tenir un certain nombre de postes non réguliers dans la mesure où il n'est pas possible d'avoir recours à des auxiliaires pour les tenir.

Enfin, dans certaines gares importantes, la réserve comprend aussi un certain nombre d'**agents de la filière de l'intérim et d'agents de remplacement**, à disposition du Chef d'Arrondissement ou de l'Inspecteur, et destinés à venir en aide aux gares qui n'ont pas de réserve ou qui ont une réserve insuffisante pour tenir les postes provisoires ou assurer le remplacement des agents absents.

Il y a souvent intérêt à prévoir ces emplois dans des gares à trafic saisonnier ; ils assurent alors le service de leur gare d'attache pendant la période de fort trafic et sont à la disposition du Chef d'Arrondissement pendant le reste de l'année. Sous cette réserve, il n'est pas prévu à l'effectif autorisé d'emplois pour tenir les postes saisonniers ; ces derniers sont assurés soit par récupération des congés accordés, en sus du minimum légal, soit par le recrutement d'auxiliaires, soit par le détachement d'agents d'autres établissements où ils sont à leur tour remplacés s'il y a lieu par des auxiliaires.

Dans les gares de résidence d'agents de trains, la réserve des agents de trains doit être calculée au plus juste, de façon à éviter le détachement en gare d'agents de trains inoccupés ; il est au contraire préférable d'avoir une réserve d'agents de gare un peu large, qui permette, le cas échéant, de venir en aide au service des trains.

Article 12. — Nominations hors-cadre.

L'effectif autorisé ne devant comprendre que le nombre d'emplois nécessaires pour répondre aux besoins du service, les agents nommés dans un établissement pour toute autre raison doivent faire l'objet de **nominations hors cadre** :

Sont notamment dans ce cas

- 1° — Les agents nommés pour ordre, dans un établissement parce que l'établissement auquel ils appartiennent disparaît, ou n'en a plus l'utilisation (exemple : gares situées sur une ligne coordonnée ou affermée) ;
- 2° — Les attachés ou élèves n'assurant pas de poste fixe ;
- 3° — Les anciens mineurs embauchés dans la période prévue après leur retour du service militaire, si l'on n'a pas d'emploi vacant à leur offrir ;
- 4° — Les agents nommés exceptionnellement en double, dans un nouvel emploi avant le départ du précédent titulaire ;
- 5° — Les agents recrutés à titre tout à fait exceptionnel pour tenir des postes saisonniers.

En outre, sont mis dans la position « hors cadre » les agents indisponibles de longue durée et les agents éloignés du service, quand il est nécessaire de les remplacer par un nouveau titulaire.

CHAPITRE IV

FIXATION DES EFFECTIFS AUTORISÉS

Article 13. — Attributions du Service Central du Mouvement et des Services Régionaux de l'Exploitation.

Le Directeur du Service Central du Mouvement est chargé, dans les conditions prévues à l'Ordre Général n° 19, de fixer les effectifs autorisés de tous les établissements de l'Exploitation.

A cet effet, les dispositions suivantes doivent être appliquées :

1°) **Effectif autorisé de l'ensemble des Services de l'Exploitation des Régions.** — Les Régions adressent au Service Central du Mouvement l'effectif autorisé par grades de l'ensemble de leur Service de l'Exploitation, aux dates des 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année. Ce renseignement figure dans une colonne spéciale de l'état PAt (Exploitation) dont l'établissement est prescrit par une instruction particulière.

Les Régions soumettent en même temps au Service Central du Mouvement le programme des modifications qu'elles proposent d'appliquer au cours du trimestre suivant, par grades ou groupes de grades.

Sur le vu de ces états et de ces propositions, le Service Central du Mouvement, fait approuver à M. le Directeur Général, dans les conditions prévues à l'Ordre Général n° 19, l'effectif autorisé à ne pas dépasser pour l'ensemble du Service de l'Exploitation de chaque Région, puis il indique aux Régions cet effectif par grades ou groupes de grades.

2°) **Emplois des échelles 13 et au-dessus.** — Dans les mêmes conditions, le Service Central du Mouvement, indique plus spécialement aux Régions pour chaque établissement, l'effectif autorisé en emplois des échelles 13 et au-dessus. Les Régions ne doivent donc envisager aucune modification aux effectifs autorisés de ces échelles sans en

avoir référé, au préalable, par lettre spéciale, au Service Central du Mouvement et avoir obtenu son accord (1).

3°) **Emplois des échelles inférieures à 13.** — En ce qui concerne les emplois des échelles 12 et au-dessous, les Régions sont habilitées à modifier les effectifs autorisés, sous réserve de ne pas dépasser pour l'ensemble du Service de l'Exploitation, l'effectif autorisé, indiqué trimestriellement par le Service Central du Mouvement.

4°) **Etudes particulières.** — Le Service Central du Mouvement procède aux études ou vérifications nécessaires concernant l'effectif autorisé des établissements du Service de l'Exploitation. Il fait connaître les observations aux Régions intéressées.

Article 14. — Révision périodique des effectifs autorisés.

Pour déterminer avec précision l'effectif autorisé d'un établissement, il est indispensable de procéder à un examen sur place ; cet examen consiste :

- a) — à vérifier et modifier le cas échéant l'organisation du service, qui doit être rationnelle et économique, et à s'assurer que tous les postes réguliers, saisonniers, ou non réguliers prévus au tableau de service sont justifiés ;
- b) — à vérifier que le personnel de réserve est bien utilisé.

Chaque Service Régional d'Exploitation dispose d'une équipe constituée par quelques agents d'échelle 10 à 13 connaissant bien le service des gares, sous la direction d'un ou plusieurs agents d'échelles 14 à 18. Ces agents se déplacent en permanence sur la région et vérifient l'effectif autorisé de tous les établissements en liaison avec le Chef d'Arrondissement et les Inspecteurs des circonscriptions de Mouvement ; les dispositions sont prises pour que l'effectif autorisé de toutes les gares de 4^e classe et au-dessus, soit ainsi révisé au moins tous les deux ou trois ans.

Article 15. — Cas particuliers de révision de l'effectif autorisé.

Mais, bien entendu, indépendamment de cette vérification périodique, les effectifs autorisés doivent être **modifiés aussi fréquemment** que les circonstances l'exigent (modifications durables du trafic, modifications d'organisation, etc...). Les Chefs d'Arrondissement adressent à ce sujet toutes propositions utiles à leur Service Régional qui les répercute s'il y a lieu au Service Central du Mouvement dans la forme indiquée plus haut (art. 13).

Par contre, il n'y a pas lieu de modifier l'effectif autorisé lorsqu'il s'agit d'un à-coup passager de trafic ; il appartient en pareil cas au Chef d'établissement de s'adapter en faisant varier l'importance de la main d'œuvre auxiliaire utilisée et en jouant sur l'attribution des repos complémentaires et des congés.

Si ces mesures sont insuffisantes, le Chef d'Arrondissement fait aider les gares gênées par celles qui le sont moins.

Article 16. — Statistiques et relevés relatifs aux effectifs autorisés.

1°) *Statistiques de travail.*

Pour se tenir au courant de l'allure du trafic dans les divers établissements, les Chefs d'Arrondissement et les Chefs des Services Régionaux se font fournir par les gares **des statistiques de travail** ; ces statistiques sont, suivant l'importance de la gare,

(1) — De même, les Régions ne doivent procéder à aucune nomination hors-cadre dans les échelles 13 et au-dessus, sans l'accord du Service Central du Mouvement.

mensuelles ou trimestrielles ; elles portent sur les principaux éléments du trafic (nombre d'expéditions, d'arrivages, de wagons manœuvrés, tonnage manutentionné, etc...).

2°) *Statistique trimestrielle des effectifs autorisés.*

Cette statistique est adressée par les Régions au Service Central du Mouvement dans les conditions indiquées à l'article 13-1°.

3°) *Statistique mensuelle des variations de l'effectif autorisé.*

De leur côté, les Services Régionaux adressent au Service Central du Mouvement — sur imprimés modèle M. 1560 fournis par celui-ci — une situation mensuelle indiquant les **variations globales des effectifs autorisés** dans leur Région avec les principaux motifs de variation ; le Service Central du Mouvement peut ainsi vérifier :

- a) lorsque le trafic est en baisse prolongée, que l'effectif autorisé total diminue et qu'il y a un certain rapport entre la diminution du trafic et celle de l'effectif autorisé ;
- b) lorsque le trafic est en augmentation durable, que l'effectif autorisé total augmente dans une proportion inférieure à celle de l'augmentation du trafic ;
- c) lorsque des mesures d'économie sont mises en vigueur (réduction de parcours des trains de voyageurs, coordination, affermage, etc...), que ces mesures entraînent bien les réductions d'effectif autorisé escomptées ;

4°) *Relevés, par grade, des modifications de l'effectif autorisé de certains établissements.*

Toutes les fois que les Régions modifient, soit d'office, soit après accord du Service Central du Mouvement, l'effectif autorisé du Service Régional, d'un Service d'Arrondissement, d'une gare de 1^{re} classe et au-dessus, ou du Personnel des trains d'un Arrondissement, elles adressent au Service Central du Mouvement sur relevé d'un des modèles ci-après (fourni par le Service Central du Mouvement) :

- Mod. M. 1561 pour le Service Régional ou chaque Service d'Arrondissement,
- Mod. M. 1562 pour chaque gare de 1^{re} classe et au-dessus,
- Mod. M. 1563 pour le personnel des trains de chaque Arrondissement.

CHAPITRE V

SURVEILLANCE DE L'EFFECTIF RÉEL

Article 17. — Utilisation du personnel en surnombre.

Théoriquement, les effectifs réels en agents du cadre permanent et en auxiliaires ne devraient pas différer sensiblement des effectifs autorisés.

En réalité, il n'en est pas toujours ainsi ; sont en effet décomptés dans les effectifs réels, les agents ayant fait l'objet de nominations hors-cadre (sauf les « indisponibles de longue durée » visés in fine de l'article 12, qui, aux termes de l'article 5, ne

comptent pas à l'effectif réel) et également les agents dont l'emploi a été supprimé et qui n'ont pas encore pu recevoir une affectation nouvelle.

Il y a lieu, par conséquent, d'opérer périodiquement un rapprochement entre les effectifs réels (cadre permanent et auxiliaires) et les effectifs autorisés, de manière à se rendre compte s'il y a **du personnel en surnombre** ; ce personnel en surnombre (défini à l'art. 7-a) peut d'ailleurs ne pas être toujours en excédent, lorsqu'on a des travaux saisonniers à assurer ou si le pourcentage des absents pour congé ou maladie est notablement supérieur à la moyenne sur laquelle a été calculé l'effectif autorisé ; on a, en pareil cas, l'emploi tout au moins partiel du personnel en surnombre.

Si, au contraire, il y a *réellement excédent de personnel*, il convient de résorber cet excédent en diminuant le nombre des auxiliaires, et si cette mesure ne suffit pas, de reprendre les travaux effectués par des entreprises et de mettre le reste des agents en excédent à disposition des autres services dans les conditions prévues par la Note Générale Série Personnel, n° 1—A¹.

Article 18. — Décompte des excédents.

Pour **déterminer cet excédent**, les gares doivent effectuer journalièrement la comparaison entre le nombre des postes qu'il est indispensable de tenir et le nombre des agents (cadre permanent et auxiliaires) réellement présents (déduction faite des repos, congés, maladies, etc...). La comparaison de ces deux nombres détermine l'excédent réel de personnel pour la journée considérée. En fin de mois, les gares font connaître la moyenne de cet excédent journalier à leur Arrondissement qui adresse au Service Régional une récapitulation d'ensemble.

Les Régions font ensuite connaître au Service Central du Mouvement au moyen de la situation des effectifs modèle M. 1560 dont il a été question plus haut, le chiffre global de leurs agents en surnombre, en distinguant ceux dont elles ont l'utilisation et ceux qui sont réellement en excédent. Le Service Central du Mouvement examine les mesures d'ordre général qu'il peut y avoir lieu de prendre en vue de l'utilisation et de la résorption du Personnel du cadre permanent en excédent.

Article 19. — Embauchage des auxiliaires.

Les Chefs du Service de l'Exploitation, en notifiant aux Chefs d'Arrondissement l'effectif autorisé de leurs établissements, précisent le nombre global d'auxiliaires compris dans l'effectif autorisé à employer dans l'Arrondissement.

Les auxiliaires sont normalement embauchés par les Chefs d'Arrondissement, suivant les directives ainsi reçues.

Cependant, les Chefs d'Arrondissement désignent les **gares autorisées à embaucher** du personnel auxiliaire à titre temporaire sans avoir à leur en référer.

Article 20. — Utilisation des auxiliaires.

Chaque gare fait connaître mensuellement à son Chef d'Arrondissement le nombre de journées d'auxiliaires utilisés dans le mois, avec toutes justifications utiles.

Les Chefs d'Arrondissement trouvent d'ailleurs dans la statistique de trafic et dans celle des excédents d'agents du cadre permanent des indications leur permet-